Nombre de membres :
- En exercice : 33
- Présents : 32
- Représentés : 3
- Absent : 1
- Ne prend pas part au vote : 0
- Quorum : 17

HAUTMONT
Département du Nord
Arrondissement d'Avesnes sur Helpe
République Française

Envoyé en préfecture le 07/10/2026
Reçu en préfecture le 07/10/2026
Publié le
ID : 059-215902917-20260928-2026_87-DE

Extrait du Registre des Délibérations du Conseil Municipal
- Séance du conseil municipal
du LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026 -

Convocation adressée le 22 septembre 2026
Effectif légal : 33 - Nombre de membres en exercice : 33

Le président ouvre la séance à 17 heures 05 et fait effectuer l'appel nominal.

SONT PRÉSENTS :
M. Stéphane WILMOTTE, ***MAIRE***,

Mmes & MM., Aude VAN CAUWENBERGE, David VAN DEN BROECK, Caroline GIGAREL, Didier WASTERLAIN, Geneviève LARVOR, Philippe DIREZ, Malika BOUDINA, Said LALAMI, Marie-Catherine FLINOIS, **ADJOINTS AU MAIRE,**

Mmes & MM., Danièle LAURENT, Bernard BONDUE, Annie FROMENT, Patrick BARRÉ, Anne DUBUS, Malika LOTTEGIER, Jacques BUYLE, Laetitia ROLAND-POLIN Stéphane DUFOUR, Gilles BECQUET, Audrey MONIER, Adeline DUBREUCQ, Antony LARROQUE, Béatrice DECONINCK, Olivier SILVA, Annabelle DEMULDER, Andy BASUYAUX, Ludivine CAILLE, ***CONSEILLERS MUNICIPAUX***,

ABSENTS ayant donné POUVOIR : M. Michel TRIGAUT à Mme Marie-Catherine FLINOIS, Mme Nicole DUFOUR à M. Philippe DIREZ, M. Lahcen LHOU à Mme Adeline DUBREUCQ,

ARRIVÉE EN COURS DE SÉANCE : M. Olivier MARTIN à 17h16,

SORTIE EN COURS DE SÉANCE : Mme Ludivine CAILLE à 18h24 – **RETOUR EN SÉANCE** à 18h26,

ABSENT : M. Mohamed DAHMANE,

Le Président ayant ouvert la séance et fait effectuer l'appel nominal, il a été procédé, en conformité de l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

Madame Adeline DUBREUCQ est désignée pour remplir cette fonction.

ACTUALISATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME POUR L'EXERCICE 2026 - BUDGET PRINCIPAL

N° Acte : 2026-87	Date de l'acte : 28.09.2026	Commune d'HAUTMONT	N° Domaine : 7.1

Envoyé en préfecture le 07/10/2026
Reçu en préfecture le 07/10/2026
Publié le
ID : 059-215902917-20260928-2026_87-DE

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2121-31 relatif au contrôle financier exercé par le Conseil Municipal,

VU les articles L.2311-3 et R2311-9 du Code Général des Collectivités Territoriales portant définition des autorisations de programme et des crédits de paiement,

VU l'article L.263-8 du Code des Juridictions Financières portant sur les modalités de liquidation et de mandatement avant le vote du budget, notamment concernant les autorisations de programme,

VU le décret n°97-175 du 20 février 1997 relatif à la procédure des autorisations de programme et crédits de paiement,

VU l'instruction codificatrice M57,

VU la note explicative de synthèse adressée aux membres du conseil municipal dans les conditions prévues à l'article L. 2121-12 du Code général des collectivités territoriales,

CONSIDÉRANT que l'un des principes des finances publiques repose sur l'annualité budgétaire ; que pour engager des dépenses d'investissement qui seront réalisées sur plusieurs exercices, la collectivité doit inscrire la totalité de la dépense la première année puis reporter d'une année sur l'autre le solde ; que la procédure des autorisations de programme et des crédits de paiement (AP/CP) est une dérogation à ce principe de l'annualité budgétaire ; que cette procédure vise à planifier la mise en œuvre d'investissements sur le plan financier mais aussi organisationnel et logistique, en respectant les règles mises en œuvre d'investissements ; qu'elle favorise la gestion pluriannuelle des investissements et permet d'améliorer la visibilité financière des engagements financiers de la collectivité à moyen terme,

CONSIDÉRANT que les autorisations de programme (AP) constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements, qu'elles demeurent valables sans limitation de durée jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation ; qu'elles peuvent être révisées chaque année ; que les crédits de paiement (CP) constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées durant l'exercice, pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme ; que le budget N ne tient compte que des CP de l'année ; que chaque autorisation de programme comporte la réalisation prévisionnelle par exercice des crédits de paiement ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face (FCTVA, subventions, autofinancement, emprunt) ; que la somme des crédits de paiement doit être égale au montant de l'autorisation de programme ; que les autorisations de programme et leurs révisions éventuelles sont présentées par le Maire ; qu'elles sont votées par le Conseil Municipal, par délibération distincte lors de l'adoption du budget de l'exercice ou des décisions modificatives,

CONSIDÉRANT que la délibération initiale fixe l'enveloppe globale de la dépense ainsi que sa répartition dans le temps et les moyens de son financement ; que dès cette délibération,

Envoyé en préfecture le 07/10/2026
Reçu en préfecture le 07/10/2026
Publié le
ID : 059-215902917-20260928-2026_87-DE

l'exécution peut commencer (exemple : signature d'un marché) ; que les crédits de paiement non utilisés une année doivent être repris l'année suivante par délibération du Conseil Municipal au moment de la présentation du bilan annuel d'exécution des AP/CP ; que toutes les autres modifications (révision, annulation, clôture) doivent faire l'objet d'une délibération ; que le suivi des AP/CP est également retracé dans une annexe à chaque étape budgétaire (budget primitif, décisions modificatives, compte administratif) ; qu'en début d'exercice budgétaire, les dépenses d'investissement rattachées à une autorisation de programme peuvent être liquidées et mandatées par le Maire jusqu'au vote du budget (dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme) ; que les montants des crédits de paiement sont indiqués en TTC,

CONSIDÉRANT que des AP/CP ont été ouvertes lors des séances du Conseil Municipal du 8 avril 2022, 11 avril 2023, 12 avril 2024, 1er avril 2025 et du 27 avril 2026 et que toute modification, actualisation ou clôture doit se faire dans le cadre d'une délibération,

CONSIDÉRANT l'annexe ci-jointe reprenant les AP/CP ouvertes,

CONSIDÉRANT que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Lille, dans un délai de deux mois à compter de son exécution ou via l'application Télérecours (www.telerecours.fr),

AYANT ENTENDU L'EXPOSÉ DE M. DAVID VAN DEN BROECK, ADJOINT, ET APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

À L'UNANIMITÉ DES MEMBRES
Membres présents et représentés : 32

- **APPROUVE** les actualisations des AP/CP reprises dans l'annexe ci-jointe.
- **PRÉCISE** que les dépenses seront toujours financées selon les conditions fixées initialement dans les délibérations d'ouverture des AP/CP.

Annexe :
- Tableau des actualisations des AP/CP – Budget principal

La secrétaire de séance,

Adeline DUBREUCQ

Le Maire,

Stéphane WILMOTTE

Certifié exécutoire
compte tenu de la transmission
en Sous-Préfecture le : 7/10/2026
de la mise en ligne le : 14/10/2026

N° Acte : 2026-87	Date de l'acte : 28.09.2026	Commune d'HAUTMONT	N° Domaine : 7.1

ANNEXE : Actualisation des Autorisations de Programme / Crédits de Paiement (AP/CP)

N° AP/CP	Durée	Libellé de l'opération	Montant de L'AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP après 2027
AP2022.01	5 ans	**Rénovation des chaussées communales (AP initiale)**	**6 000 000,00**	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**4 633 964,80**	267 026,04	1 260 810,15	1 186 061,61	967 067,00	953 000,00		
AP2023.01	4 ans	**Entretien des bâtiments communaux (AP initiale)**	**1 200 000,00**	0,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**600 986,51**	0,00	271 926,88	217 365,63	34 383,00	77 311,00		
AP2022.03	5 ans	**Déploiement de la vidéoprotection**	**736 200,00**	256 200,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00	120 000,00		
	4 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**476 595,85**	170 856,00	200 123,85	41 808,00	49 608,00	14 200,00		
AP2022.05	5 ans	**Acquisition foncière (AP initiale)**	**850 000,00**	450 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**650 289,70**	11 719,11	191 390,69	246 844,90	0,00	200 335,00		
AP2022.06	5 ans	**Démolitions hors RHI (AP initiale)**	**1 617 000,00**	217 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**890 149,20**	0,00	0,00	61 991,20	302 284,00	525 874,00		
AP2022.07	5 ans	**Développement numérique des services de la mairie (AP initiale)**	**250 000,00**	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**123 746,27**	18 812,96	41 556,15	62 156,76	1 220,40	0,00		
AP2022.08	3 ans	**Rénovation du Centre culturel (AP initiale)**	**772 455,00**	51 600,00	360 428,00	360 427,00				
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**3 636 602,28**	35 899,20	206 214,32	1 968 502,76	1 393 797,45	32 188,55		
AP2022.09	3 ans	**Transformation de l'Abbaye (AP initiale)**	**2 544 000,00**	84 000,00	360 000,00	2 100 000,00				
	6 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**1 000 000,00**	5 760,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	794 240,00	

Envoyé en préfecture le 07/10/2026
Reçu en préfecture le 07/10/2026
Publié le
ID : 059-215902917-20260928-2026_87-DE

N° AP/CP	Durée	Libellé de l'opération	Montant de L'AP	CP 2022	CP 2023	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP après 2027
AP2022.10	5 ans	**Réalisation complexe sportif Jean Damien (AP initiale)**	**13 056 000,00**	360 000,00	1 282 440,00	1 630 510,00	4 891 525,00	4 891 525,00		
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**20 596 412,16**	208 153,20	1 108 390,76	10 452 374,62	7 850 493,58	977 000,00		
AP2022.11	3 ans	**Rénovation et extension de la Maison de Quartier Madani Hannachi (AP initiale)**	**783 740,00**	42 000,00	370 870,00	370 870,00				
	5 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**2 584 290,87**	11 012,74	12 818,04	266 038,49	1 620 721,60	673 700,00		
AP2022.12	4 ans	**Rénovation de l'école Denies Les Roses (AP initiale)**	**1 920 000,00**	42 000,00	626 000,00	626 000,00	626 000,00			
	6 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**2 960 023,39**	34 644,00	17 412,00	294 712,73	1 695 623,29	677 034,00	240 597,37	
AP2023.02	3 ans	**Rénovation de l'Église (AP initiale)**	**1 500 000,00**	200 000,00	1 000 000,00	300 000,00				
	8 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**6 186 123,55**		14 172,00	89 153,57	221 759,98	1 331 064,00	1 509 988,00	3 019 986,00
AP2024.01	2 ans	**Rénovation de la mairie (AP initiale)**	**750 000,00**			300 000,00	450 000,00			
	3 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**718 211,55**			18 279,73	470 577,79	229 354,03		
AP2025.01	2 ans	**Raccordement de la RD800 au Port à Sec**	**2 000 000,00**				800 000,00	1 200 000,00		
	4 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**1 960 000,00**				0,00	10 000,00	1 100 000,00	850 000,00
AP2026.01	2 ans	**Réhabilitation du Boulodrome**	**1 200 000,00**					150 000,00	1 050 000,00	
	2 ans	Réalisé 2025 / actualisation DM 2026	**1 200 000,00**					50 000,00	1 150 000,00	

Envoyé en préfecture le 07/10/2026
Reçu en préfecture le 07/10/2026
Publié le
ID : 059-215902917-20260928-2026_87-DE